

Dans le temps le ministre actuel du Commerce (sir George Foster) posa la question suivante à mon très honorable ami :

Le premier ministre et le ministre des Finances ont-ils autorisé le député en question à faire cette déclaration ?

Voici la réponse de sir Wilfrid Laurier :

J'ai déjà répondu. La déclaration est parfaitement vraie. L'honorable député d'Oxford-nord, comme tout député libéral, était autorisé à parler ainsi. Il n'avait pas été tenu dans l'ignorance de notre politique sur cette question; elle lui était bien connue. Il n'a fait rien autre qu'énoncer notre politique générale.

Voilà la preuve concluante que le parti libéral, quand il était au pouvoir, était protectionniste. Les industriels sont restés ses amis jusqu'au dernier moment. En 1911, l'année où il a quitté le pouvoir—ce sont les cultivateurs qui l'ont chassé—ce parti disait à la classe agricole: Nous vous demandons de vendre vos produits sur un marché libre et d'acheter les produits dont vous avez besoin sur un marché protégé.

L'histoire politique du pays nous enseigne que de 1878 à 1911, la protection a été la politique constante du Canada. Il serait facile d'apporter d'autres preuves pour démontrer que c'est la seule politique capable de faire du Canada une grande nation. Tous les pays du monde, à l'heure présente, à l'exception de l'Angleterre, encouragent et développent leurs industries au moyen de la protection. L'Allemagne, grâce à cette politique, a donné un tel essor à ses industries et à son agriculture qu'elle a réussi à subvenir à la subsistance d'une population d'environ 70,000,000, sur un territoire moins étendu que la province d'Ontario. . .

Les États-Unis, un autre grand pays, ont accompli des progrès merveilleux, grâce à la protection. Ils possèdent un marché dont les libéraux canadiens sont jaloux, bien qu'il soit dû entièrement aux effets bien-faisants de la protection. Le Canada est bien décidé à suivre cet exemple.

Il me semble entendre l'honorable député de Red-Deer (M. Clark) me citer l'exemple de l'Angleterre, comme il ne manque jamais de le faire, en pareille occasion. Il est vrai que l'Angleterre est aujourd'hui un pays libre-échangiste, mais dans quelle situation était-elle en 1847, lorsqu'elle a renoncé à la protection ?

Elle était en avant de tous les autres pays, sous le rapport du perfectionnement de son outillage industriel; elle avait la main-d'œuvre à bon marché; elle possédait de grandes ressources naturelles; son commerce avait pénétré dans tous les pays du globe. Elle crut, naturellement, que le moment était venu de don-

ner l'exemple aux autres nations. Mais l'exemple ne fut pas suivi. Aujourd'hui nous voyons les autres nations lui disputer la suprématie et la supplanter sur ses propres marchés.

Pour toutes ces considérations, je maintiens que l'attitude prise par le ministre des Finances doit être approuvée par la grande majorité du peuple canadien. Il est resté fidèle à la politique qui a produit de si beaux résultats, non seulement sous le régime des conservateurs, mais aussi sous celui des libéraux.

Quelle est, à l'heure présente, l'attitude de l'opposition sur cette question? Elle a repris la position qu'elle occupait en 1896; elle recommence à vilipender les industriels; elle les appelle des voleurs, des oppresseurs de la classe agricole; elle leur applique toutes les épithètes offensantes qu'elle peut trouver.

La classe agricole du Canada dont je fais partie est une classe intelligente. Elle ne s'en laissera pas imposer par, je ne dirai pas des charlatans politiques car l'expression ne serait pas parlementaire, je crois, je me contenterai de dire que les cultivateurs de ce pays ne se laisseront pas éblouir par de vaines utopies.

Les libéraux veulent faire croire aux cultivateurs que les industriels ont entrepris de les voler. Il est amusant de constater que chaque fois qu'ils retombent dans l'opposition, ils reprennent cette ridicule accusation. Une pareille attitude est très difficile à comprendre. Je parle en ce moment au nom de la classe agricole, à laquelle toutes mes sympathies sont acquises, et je dis qu'un parti politique ne peut pas commettre une plus grande faute qu'en cherchant à créer de l'antagonisme entre la classe agricole et la classe ouvrière.

L'honorable député de Red-Deer (M. Clark) disait hier soir que la protection est impuissante à développer les industries. Je diffère d'opinion avec lui sur ce point et je crois que les faits lui donnent tort. Si l'on consulte le recensement de 1910, on constate qu'il n'y a pas moins de 19,000 établissements industriels au Canada dans lesquels \$1,240,000,000 sont engagés et qui tous, contribuent à la prospérité générale.

Les industries canadiennes fournissent de l'emploi à 500,000 ouvriers et leur distribuent annuellement, en salaires, l'énorme somme de \$230,000,000. Cet argent est versé dans la circulation, d'une extrémité à l'autre du